

George Soros, l'ennemi idéal

LE MONDE | 07.04.2017 à 14h01 • Mis à jour le 09.04.2017 à 07h40 |

Par Benoît Vitkine et Jean-Baptiste Chastand(Budapest, envoyé spécial)



Les images sont réapparues sur Internet en novembre 2016. On y voit Viktor Orbán, à la fin des années 1980, jeune et barbu, beau garçon. L'étudiant s'était imposé comme l'un des chefs de file de l'opposition au régime communiste. Au journaliste qui l'interroge sur son parcours, le futur premier ministre ultraconservateur hongrois répond : « *J'ai terminé mes études de droit en 1987. Je suis maintenant boursier de la Fondation Soros.* » George Soros, le milliardaire américain d'origine hongroise, arrose alors de son argent tout ce que le pays compte d'opposants, de scientifiques ou d'artistes. Son objectif : « *provoquer de petites fractures dans le communisme* » et préparer l'avènement d'une « *société ouverte* » démocratique.

Qui aurait dit que, vingt-cinq ans plus tard, le même Viktor Orbán aurait pour principal ennemi George Soros? Le 10 février, dans un discours d'une rare violence, le premier ministre hongrois assimilait le financier à l'une des « *cinq menaces* » pesant sur le pays en 2017.

Dénonçant « *l'empire transnational de George Soros, avec son artillerie lourde et ses énormes sommes d'argent* », il s'en est pris aux ONG qu'il finance, décrites comme des « *activistes payées par des organisations internationales* » pour « *faire venir des centaines de milliers de migrants en Europe* ». L'homme y était qualifié de « *grand prédateur* ».

Les termes n'ont rien d'anodin pour Soros, né György Schwartz en 1930 à Budapest, jusqu'à ce que sa famille, à l'instar de nombreux intellectuels, se choisisse un patronyme moins juif. Pendant la seconde guerre mondiale, il survit avec une fausse identité, avant de fuir la Hongrie et la montée du communisme à 17 ans, direction le Royaume-Uni. Là, il étudie à la London School of Economics, part à New York en 1956 où il s'enrichit dans la finance, avec des pratiques parfois très agressives. En 1992, il provoque ainsi une crise de la livre sterling – ce qui lui rapporte plus de 1 milliard de dollars en l'espace de vingt-quatre heures –, obligeant la Banque d'Angleterre à sortir du système monétaire européen (SME) pour ne plus jamais le réintégrer. Le magazine *Forbes* estime la fortune actuelle de Soros à 23,4 milliards d'euros.

Depuis les années 1980 et la création de sa première fondation, il en aurait versé douze pour promouvoir sa « société ouverte » libérale et tolérante partout dans le monde. Si à l'ouest, Soros est surtout réputé pour ses acrobaties financières, son activisme philanthropique a fait de lui un personnage incontournable de la scène politique des pays d'Europe centrale et orientale. « *Un capitaliste juif dans un pays aussi mal informé que la Hongrie... On dirait que Dieu a créé Soros pour être l'ennemi idéal !* », s'amuse Laszlo Kéri, politologue, qui côtoya Viktor Orban dans l'opposition anticommuniste. Dans ses livres, George Soros se définit comme un « *philosophe raté* », loin derrière son maître à penser, le philosophe Karl Popper, qui développa le concept de « société ouverte » dans un plaidoyer écrit en 1945 contre les totalitarismes de gauche ou de droite.

« *Ayant vécu à la fois sous le nazisme et l'occupation communiste en Hongrie, j'ai trouvé l'idée d'une société ouverte immensément attractive* », expliquait le milliardaire dans une tribune publiée dans le magazine *The Atlantic*. A défaut d'égaliser le philosophe sur le terrain des idées, Soros s'est engagé sur leur mise en pratique, au travers d'organisations chargées de distribuer ses dollars. L'Open Society Foundations (OSF, en anglais) est le nom choisi de la gigantesque structure chapeautant des dizaines de fondations nationales un peu partout dans le monde pour

aider des ONG, pêle-mêle, de défense des libertés, d'aide aux migrants, de santé, d'éducation ou de promotion de l'Etat de droit et de lutte contre la corruption.

« Désoroïser » la Macédoine

Elle contribue également au financement du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), à l'origine notamment des « Panama Papers », et dont *Le Monde* est partenaire. Pour Soros, la fin du communisme et l'élargissement de l'Union européenne devaient signifier, quasi mécaniquement, la victoire de ses idées. Un quart de siècle après l'effondrement du bloc soviétique, le budget annuel pour l'Europe de l'OSF n'atteint plus que 78 millions de dollars, contre 183 en moyenne dans les années 1990. La fondation s'est réorientée vers l'Afrique, les Etats-Unis ou le Moyen-Orient et l'Europe ne représente plus que 10 % du total. Mais le Vieux Continent n'a pas évolué comme George Soros l'avait imaginé. Après une phase de démocratisation et de libéralisation accélérée, il s'est mué en berceau d'une « démocratie illibérale » autoritaire et nationaliste.

Et les tenants de cette idéologie semblent s'être donné le mot pour désigner Soros comme un ennemi bien commode. En Roumanie, le gouvernement social-démocrate a accusé la fondation d'être derrière les manifestations anticorruption de février, non sans évoquer les origines hongroises de George Soros pour le discréditer. En Pologne et en Bulgarie, les attaques par voie de presse sont incessantes. En Macédoine, petit pays des Balkans en pleine crise politique, il a eu l'honneur d'avoir son patronyme décliné en néologismes peu flatteurs. Après avoir remporté les élections législatives fin 2016, l'ancien premier ministre macédonien Nikola Gruevski, contesté pour ses pratiques autoritaires et son pouvoir corrompu, a ainsi promis de « désoroïser » son pays, attribuant la contestation dont il est la cible à l'action du philanthrope.

Avec la multiplication de ces attaques, la fondation redoute un destin à la russe. Dès le début des années 2000, en Russie, George Soros était en effet au centre de campagnes médiatiques et d'enquêtes judiciaires téléguidées. Résultat, l'OSF, déclarée « *indésirable* », fut expulsée du pays en 2015. Elle demeure la cible de Moscou dans sa guerre de l'information en Europe.

Partout, les critiques décrivent le financier comme l'architecte d'une vaste entreprise de déstabilisation, visant à affaiblir les frontières et les identités, pour promouvoir un monde globalisé standardisé, lieu parfait pour la finance. Les plus véhéments suspectent Soros de se livrer à du *regime change*, de chercher à renverser des gouvernements avec l'aide de la CIA. N'était-il pas actif en Serbie au moment de la chute de Slobodan Milosevic ? N'a-t-il pas soutenu des activistes de la société civile ukrainienne qui participeraient plus tard aux révolutions de 2004 et 2014 ? Ses soutiens apportés aux médias indépendants ou à des organismes d'observation des élections ne sont-ils pas éminemment politiques ?

« *Soutenir la société ouverte revient bien sûr à créer les infrastructures et les cadres favorables à une évolution politique* », reconnaît Mikhaïl Minakov, directeur adjoint de la Fondation Renaissance, la branche ukrainienne d'OSF, jusqu'à 2004. « *Mais les deux tiers de l'argent versé par Soros vont à des projets culturels, artistiques, éducatifs, de santé publique ou de soutien aux minorités. Même dans le champ politique, les bourses sont attribuées selon l'intérêt des projets, et non selon la personnalité de ceux qui les portent. Soros a soutenu des acteurs de tous bords politiques* », assure ce politologue par ailleurs très critique vis-à-vis du pouvoir ukrainien actuel.

« *Nous n'avons jamais voulu faire du regime change. Nous ne sommes en général intervenus qu'après la chute de l'URSS. En Ukraine, notre action a peut-être joué un rôle sur le long terme, mais il est impossible d'établir un lien direct de cause à effet* », insiste Aryeh Neier, figure américaine des droits civiques, qui présida l'OSF entre 1993 et 2012. A l'appui de leurs accusations, ses détracteurs soulignent la proximité évidente du milliardaire avec le camp démocrate américain. Depuis 2004, le milliardaire contribue aux campagnes du parti – à hauteur de 9,7 millions d'euros pour Hillary Clinton en 2016. Dès lors, lorsque les démocrates sont au pouvoir, une convergence de vues semble émerger sur certains dossiers de politique étrangère.



En 2011, la révélation par WikiLeaks de câbles diplomatiques américains a ainsi mis en lumière une capacité d'influence que pourraient lui envier nombre de sociétés de lobbying. « *Chère Hillary*, écrit George Soros dans un courrier adressé cette même année à celle qui était alors secrétaire d'Etat, *l'Albanie est en proie à une situation sérieuse qui requiert une attention urgente des niveaux les plus élevés du gouvernement américain.* » Dans de nombreux pays, l'OSF et le département d'Etat américain financent de concert des programmes de soutien à la société civile. L'étonnante absence de transparence de la fondation a alimenté les fantasmes. Pour y remédier, elle assure de son intention de publier la liste intégrale des financements distribués.

Cette décision fait suite à la publication, en août 2016 par un mystérieux hacker, de centaines de documents internes. S'ils n'ont révélé aucun secret inavouable, ils ont accrédité la thèse, selon ses détracteurs, d'un Soros tirant dans l'ombre les ficelles de pouvoirs « amis ». Les recommandations de l'OSF sur la réforme de l'énergie dans l'Ukraine post-Maïdan, par exemple, ressemblent à des injonctions à l'adresse de Kiev. Certains documents montrent que la fondation est parfois allée jusqu'à rémunérer directement des membres de cabinets ministériels. Notamment en Moldavie, en 2013 et 2014. « *Je ne comprends pas en quoi ce serait problématique* », défend Aryeh Neier. Si l'offensive anti-Soros est générale en Europe orientale,

le cas hongrois reste le plus emblématique de cette guerre idéologique lancée, parfois directement, par d'anciens protégés.

C'est dans son pays natal que Soros avait ouvert sa première antenne, dès 1984, et c'est là qu'il a dépensé le plus par habitant. Un immeuble discret de Budapest abrite encore aujourd'hui le siège européen de l'OSF. Dans les documents publiés après le piratage d'août 2016, le pays y est qualifié dès 2013 de « *pire exemple d'une érosion des principes de la société ouverte* », servant de « *modèle pour les tendances autoritaires ailleurs en Europe de l'Est et du Sud-Est* ».

L'objectif est de « *stopper ce recul* ». En retour, l'offensive du pouvoir hongrois va au-delà des attaques verbales. Viktor Orban, promoteur du concept de « démocratie illibérale », a publié, vendredi 7 avril, un projet de loi limitant l'action des ONG financées par l'étranger, qui concernera en premier lieu celles qui touchent de l'argent de l'OSF. Toute ONG percevant plus de 23 200 euros par an sera ainsi désignée comme « organisation soutenue par l'étranger » et devra afficher ce label partout.

« *C'est le même modèle qu'en Russie* », redoute Marta Pardavi, présidente du Comité Helsinki hongrois, qui soutient notamment les demandeurs d'asile. « *Quand Soros agissait contre le communisme, ça allait. Mais nous sommes maintenant dans un environnement démocratique*, justifie Zoltan Kovacs, porte-parole du gouvernement hongrois. *Et nous avons des preuves qu'il soutient des organisations qui agissent contre le gouvernement.* » M. Kovacs a lui-même bénéficié d'une bourse Soros en 1994 pour étudier à Oxford, tout comme Viktor Orban dans les années 1980.

Photocopieuses et université

A l'époque, le philanthrope avait réussi à introduire dans les universités du pays des centaines de photocopieuses, qui allaient jouer un rôle crucial en permettant à l'opposition de distribuer ses revues et ses tracts. Le soutien était aussi, déjà, financier. Selon Nové Béla, auteur de *Tény/Soros* (« Faits/Soros », non traduit), le mouvement anticommuniste de Viktor Orban, le Fidesz – devenu parti politique en 1988 –, était alors « *le plus favorisé* » de toute l'opposition. Le droit américain interdit à la fondation de financer directement un parti politique, mais pas de distribuer des bourses aux opposants désireux de se former à l'étranger, ou de financer des

publications ou des locaux. « *A partir du moment où il a mis les pieds en Hongrie, deux ou trois mille personnes ont appris à rester debout. Sans Soros, le Fidesz [union civique hongroise] n'aurait jamais existé* », assure, encore ému, l'ancien opposant Laszlo Kéri. Viktor Orban en a largement profité.

Dans le premier Parlement élu démocratiquement, en 1990, la victoire de Soros avait été éclatante : un tiers des députés étaient, d'une manière ou d'une autre, liés à sa fondation. Après la chute des régimes communistes, Soros a investi d'autres champs, dans l'éducation ou la santé, développant par exemple un ambitieux programme pour l'intégration des Roms. Sa promotion de l'identité rom a suscité de vifs débats en Hongrie, comparables à ceux qui suivirent le soutien de l'OSF au controversé Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

En bon libéral américain, le milliardaire promeut un multiculturalisme confinant parfois au communautarisme, même si lui-même n'a jamais été très porté sur la religion. Le responsable du programme sur les Roms de l'OSF plaide ainsi pour la reconnaissance d'un peuple rom « spécifique », administrativement reconnu par l'Inde. « *Nous n'avons aucun problème à utiliser le terme d'islamophobie* », ajoute Jordi Vaquer, codirecteur Europe de l'OSF, qui convient toutefois :

« Les thèmes identitaires sont sujets à la controverse. Quand on est une organisation globale, on fait des choix qui ne sont pas toujours dans la tradition culturelle et politique locale. »



Soros et Orban se sont brouillés dès 1994, quand le responsable politique a opéré un virage vers la droite après un sérieux revers aux législatives. Le schisme est devenu ouvert et violent avec la crise des réfugiés de 2015. Deux ans auparavant, l'OSF avait lancé un programme visant la défense de l'Etat de droit et la lutte contre la xénophobie en Europe. « [L'OSF] *aide les migrants à entrer sur le territoire européen illégalement*, s'indigne Zoltan Kovacs, porte-parole du gouvernement hongrois. *Soros pense que l'immigration, même illégale, est une bonne chose.* » Autre institution de l'empire Soros dans le collimateur du pouvoir hongrois : l'Université d'Europe centrale (CEU, en anglais), fondée en 1991. Ses magnifiques locaux abritent au cœur de Budapest près de 1 500 étudiants de 108 nationalités. Les frais de scolarité atteignent 12 000 euros par an, mais trois quarts d'entre eux bénéficient de bourses, financées grâce à une dotation de 550 millions d'euros du milliardaire.

Bien que l'université soit considérée comme la meilleure du pays, le gouvernement a fait voter le 4 avril une loi menaçant ses activités. « *La CEU a triché avec ses diplômes. Ce n'est pas parce qu'on est milliardaire qu'on est au-dessus des lois* », a expliqué Viktor Orban. M. Kovacs, qui en est lui-même diplômé, jugeait en février que « *le cadre intellectuel que représente la CEU est partie intégrante d'un réseau qui cherche à influencer ceux qui veulent faire de la politique* ». Dans un post de blog, Maria Schmidt, directrice de la Maison de la terreur [*qui se veut lieu de*

mémoire des victimes des dictatures fasciste et communiste] et idéologue de Viktor Orban, elle aussi boursière de Soros dans les années 1980, n'hésite pas à comparer la CEU à l'université Lomonossov de Moscou, qui forma des générations de cadres soviétiques. Selon ses mots, il s'agirait même du « *bras armé de Soros en Europe* ». Son propre fils y a pourtant obtenu son doctorat... Des milliers de manifestants ont apporté leur soutien à l'université. George Soros, lui, est resté silencieux.

En guerre avec Trump

Faut-il y voir le signe d'une défaite du philanthrope et de ses idées sur ses propres terres ? « *Après la vague d'adhésions à l'Union européenne au milieu des années 2000, Soros a pu croire que sa mission était accomplie et que les fonds européens et l'intégration européenne parachèveraient son œuvre, estime le chercheur Jacques Rupnik, spécialiste de l'Europe centrale et des Balkans. Les bases posées par Soros continuent de jouer un rôle, mais la situation actuelle est la preuve que le travail d'une fondation ne suffit pas à transformer durablement la culture politique et les institutions d'un pays.* »

« *Je ne sais pas s'il s'est trompé. Il a peut-être manqué de patience, abonde Anna Biela, qui a dirigé la branche hongroise de la fondation dans les années 2000. Dans les années 1980, la technique – y compris avec de simples photocopieuses – pouvait vaincre les totalitarismes. Aujourd'hui, on a l'impression que c'est le contraire : regardez comment Trump a utilisé Facebook !* » Aryeh Neier, l'ancien président de l'OSF, partage ce constat : « *Nous avons débuté face à des dictatures militaires ou communistes. Nous sommes maintenant face à des dirigeants qui bénéficient de la légitimité des urnes. Trump a été élu, Erdogan a été élu... C'est plus difficile à combattre, c'est à nous de trouver les réponses à apporter aux déçus de la globalisation et à ceux qui s'inquiètent de l'hétérogénéité des sociétés.* »

Pour autant, les partisans de la société ouverte se refusent à parler de défaite. « *Cela aurait été pire sans lui* », assure le politologue ukrainien Mikhaïl Minakov, qui ajoute non sans ironie : « *La preuve que les méthodes de Soros ne sont pas complètement datées, c'est que Vladimir Poutine les a retournées à son avantage. Il soutient à l'Ouest les cadres et les infrastructures pour créer une société fermée.* » Le recul des valeurs libérales est par ailleurs

loin d'être uniforme. Les manifestations contre la corruption en Roumanie, le succès du mouvement civil contre l'organisation des Jeux olympiques à Budapest, la mobilisation contre le durcissement de l'interdiction de l'avortement en Pologne sont cités pêle-mêle comme des exemples de résistance.



Reste que la tendance est plus à la fermeture qu'aux idéaux portés par George Soros. La victoire de Donald Trump, qu'il a qualifié « *d'apprenti dictateur* », a été pour le philanthrope un coup dur, tant politique que financier : en plus d'avoir soutenu Hillary Clinton, Soros avait fait des placements en pariant sur la défaite de Trump. Perte estimée de l'opération : 1 milliard de dollars. Désormais, les proches de Trump lui font la guerre, notamment par le biais du site ultraconservateur *Breitbart News*, anciennement dirigé par Stephen Bannon, devenu conseiller du président américain. Mi-mars, un groupe de six élus républicains a écrit une lettre au secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, pour dénoncer le soutien de George Soros à des organisations « *de gauche* », citant notamment le cas macédonien.

Agé de 86 ans, George Soros s'efface, ne publiant plus que de rares tribunes dans la presse. « *Je n'ai jamais vu autant d'attaques contre lui que récemment*, note son compagnon de route, Aryeh Neier. *Personne ne peut rester indifférent à cela.* » Ses proches hongrois avouent avoir perdu le contact avec l'homme dont l'objectif affiché était, qu'un jour, plus personne n'ait besoin de lui, ni de sa fortune. Soros se rend moins souvent en Hongrie, alors qu'il avait l'habitude d'y passer ses vacances en famille, l'été. La transition se prépare : quatre de ses enfants sont actifs

au sein de sa fondation et, à sa mort, une partie de sa fortune sera attribuée à la poursuite de ses activités.

Au forum de Davos, en janvier, le vieil homme était apparu affaibli. Il y avait prononcé une déclaration de soutien à ses équipes : « *J'ai dédié ma fondation et ma vie à la promotion d'une société ouverte. Le gouvernement actuel [en Hongrie] se bat pour l'exact opposé. Ces tentatives sont inacceptables* », a-t-il lu, main tremblante sous les applaudissements, dans une dernière admonestation à l'ancien protégé qui avait trahi ses idéaux.